

Pendant la même période, la valeur du commerce mondial des marchandises a fait un énorme bond, passant de quelque 57 milliards de dollars à plus de 3,5 billions de dollars par année.

Voilà pourquoi il est si enthousiasmant, au terme de presque sept années de négociations périodiquement interrompues, puis relancées, de voir enfin une lumière au bout du tunnel. En qualité de membre de la délégation canadienne à Punta del Este en Uruguay, en 1986, lorsque cette série de négociations s'est amorcée, je suis enchanté d'avoir l'occasion de contribuer à leur aboutissement satisfaisant avant la fin de l'année.

La semaine dernière, au Sommet du G-7 à Tokyo, mes collègues ministres du Commerce des États-Unis, de la Communauté européenne (CE) et du Japon, et moi-même, avons soumis aux dirigeants des pays membres un rapport où sont proposées des mesures d'ouverture des marchés. Ce rapport constitue un jalon clé dans le processus de reprise des négociations de l'Uruguay Round à Genève et, aussi, la base sur laquelle nous pouvons arriver à un accord encore plus élargi.

Nous avons convenu d'éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires visant toute une gamme de secteurs, par exemple, les produits pharmaceutiques, l'équipement de construction, le matériel médical, l'acier, la bière et, sous réserve de certaines exceptions, les meubles, l'équipement agricole et les spiritueux.

Dans le cas des produits chimiques, nous avons convenu d'harmoniser les droits de douane à un niveau moins élevé, et même au niveau zéro dans certains cas.

En ce qui concerne les produits qui sont actuellement assujettis à des droits de douane élevés, c'est-à-dire supérieurs à 15 p. 100, nous nous sommes entendus pour réduire ces droits de moitié. Pour tous les autres produits, nous avons convenu d'amputer les droits d'un tiers.

Même si l'agriculture n'était pas l'objet central de ces négociations, il a été entendu que l'accès des produits agricoles aux marchés constituait un volet essentiel d'un accord global et équilibré dans le cadre de l'Uruguay Round.

En outre, nous avons accompli des progrès en matière de libéralisation du commerce des services, en particulier les services financiers, qui revêtent une importance particulière pour le Canada et, bien sûr, pour la ville de London.

L'accord que nous avons conclu représente un message clair : il est possible de faire aboutir l'Uruguay Round d'ici la fin de l'année. Le rapport ne constitue pas, bien évidemment, l'accord final de l'Uruguay Round en matière d'accès aux marchés. Il reste encore beaucoup de travail à faire à Genève. Le Canada va réclamer avec insistance une réduction maximale des barrières dans un éventail